

N° 58

---

# SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2014-2015

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 octobre 2014

## PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion et la fraude fiscales** en matière d'impôts sur le revenu, (PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE),*

## TEXTE DE LA COMMISSION

*DES FINANCES (1)*

---

*(1) Cette commission est composée de : Mme Michèle André, présidente ; M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général ; Mme Marie-France Beaufils, MM. Yvon Collin, Vincent Delahaye, Mmes Fabienne Keller, Marie-Hélène Des Esgaulx, MM. André Gattolin, Jean Germain, Charles Guené, Francis Delattre, Georges Patient, vice-présidents ; MM. Michel Berson, Philippe Dallier, Dominique de Legge, François Marc, secrétaires ; MM. Philippe Adnot, François Baroin, Éric Bocquet, Yannick Botrel, Jean-Claude Boulard, Michel Bouvard, Michel Canevet, Vincent Capo-Canellas, Thierry Carcenac, Jacques Chiron, Serge Dassault, Éric Doligé, Philippe Dominati, Vincent Eblé, Thierry Foucaud, Jacques Genest, Alain Houpert, Jean-François Husson, Mme Teura Iriti, MM. Pierre Jarlier, Roger Karoutchi, Bernard Lalande, Marc Laménie, Antoine Lefèvre, Gérard Longuet, Hervé Marseille, François Patriat, Daniel Raoul, Claude Raynal, Jean-Claude Requier, Maurice Vincent, Jean Pierre Vogel, Richard Yung.*

**Voir le(s) numéro(s) :**

**Sénat : 4 et 57 (2014-2015)**



**PROJET DE LOI**  
**AUTORISANT L'APPROBATION DE L'ACCORD ENTRE LE**  
**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE**  
**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE**  
**CHINE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET**  
**DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN**  
**MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU**

**Article unique**

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), signé à Pékin le 26 novembre 2013, et dont le texte est annexé à la présente loi<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Nota : voir le document annexé au projet de loi n° 4 (2014-2015).